



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen - CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 19 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 23/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France**

Etablissement de Carling  
BP 90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_TEPF\_2024-12-18\_RAPVI\_MKM\_00826  
Code AIOT : 0006207102

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à la publication le 10 août 2023 du rapport du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI) relatif à la fuite d'ammoniac liquéfié sur une bride d'un bras de chargement d'un camion, le 23 mars 2022 au sein de la société YARA France, site classé SEVESO seuil haut, situé à Ambès (33). La cause primaire de la fuite est la rupture de l'assemblage vissé entre le bras et la manchette (raccord Weco) lors de la tentative de resserrage. L'examen minutieux de l'écrou a permis d'attribuer cette rupture à l'usure importante de celui-ci et de la manchette. Ce retour d'expérience peut s'appliquer à l'ensemble des bras de dépotage de la même technologie contenant un gaz sous pression liquéfié ou non.

L'objet de la visite est de s'assurer de la bonne prise en compte du retour d'expérience susmentionné par l'exploitant, au niveau du secteur Logistique Utilités, notamment en ce qui concerne :

- la mention dans les procédures de dépotage de ne réaliser un resserrage des écrous ou des brides en cas de fuite qu'après retour à la pression atmosphérique de la liaison, ainsi que la bonne appropriation de ces procédures par le personnel de l'exploitant,
- le suivi régulier des bras de dépotage avec, notamment en ce qui concerne spécifiquement les raccords Weco, la mise en place d'un contrôle visuel de l'état des oreilles et un contrôle

- dimensionnel des différents filetages,
- l'efficacité des mesures de maîtrise des risques au niveau des postes de dépotage.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple,
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- arrêté préfectoral référencé DCAT/BEPE/N°2023-33 du 14 février 2023 relatif à l'exploitation de ses installations de déchargement de GPL et d'hydrocarbures liquides, et de son parc de stockage Sud, situées sur la plateforme chimique de Carling / Saint-Avoid sur les communes de Saint-Avoid et l'Hôpital
- arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié dit "arrêté-cadre".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PE, PS et PPC), ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières. Le secteur RLU (Résines Logistiques Utilités) gère notamment les flux logistiques, notamment les postes de déchargement de wagons de gaz liquéfiés sous pression (propylène, butadiène), ainsi que des postes de déchargement de wagons transportant des hydrocarbures liquides.

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression
- SGS
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Dossier des bras soumis au suivi en service au titre des ESP	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
5	Stratégie de contrôle des raccords WECO	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Conception des équipements	Arrêté Préfectoral du 14/02/2023, article 8.2.2 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Conformité à l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 2° de l'article 2	Demande d'action corrective	6 mois
9	Consignes de sécurité en cas de fuite lors d'une opération de dépotage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prise en compte du retour d'expérience	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)	Sans objet
2	Bras soumis à suivi en service au titre des équipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)	Sans objet
4	Bras soumis à suivi en service au titre du plan de modernisation (PMII)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)	Sans objet
6	Contrôles, vérifications et opérations d'entretien des bras	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)	Sans objet
10	Habilitation des opérateurs en charge des opérations de dépotage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté sur la prise en compte du retour d'expérience par la société TEPF SA au sein du secteur Logistique Utilités, suite à la fuite d'ammoniac au niveau d'un raccord d'un bras de chargement le 23 mars 2022 au sein de la société YARA France situé à Ambès (33).

Les constats faits par l'inspection des installations classées n'ont pas mis en évidence de non-conformité nécessitant la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur le préfet de la Moselle. En effet, l'exploitant a identifié le retour d'expérience susmentionné et a mis en place des actions visant à le prendre en compte. Néanmoins, des éléments justificatifs ainsi que des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant au regard de certaines situations à risque identifiées par l'inspection des installations classées lors de la visite.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prise en compte du retour d'expérience

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.  Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées [...].

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a identifié dans l'établissement plusieurs postes de dépotage de produits gazeux au sens de l'article R. 557-9-1 du code de l'environnement. Ces postes de dépotage de gaz de pétrole liquéfié (GPL) sont équipés d'un raccord de type Weco. Ces équipements relèvent de la technologie de type écrou à frapper mise en œuvre au sein de l'établissement YARA à Ambès mentionnée au sein du rapport du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI) n°2023-05 du 10 août 2023. L'exploitant a identifié le retour d'expérience relatif au rapport susmentionné. Un plan d'actions a été mis en place afin de prendre en compte celui-ci. La présente visite s'est focalisée par la suite sur les bras du secteur Logistique Utilités.</p> <p>La liste des bras équipés d'un raccord de type Weco est mentionnée en annexe confidentielle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 :** Bras soumis à suivi en service au titre des équipements sous pression (ESP)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression - SGS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>3° de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement :</u></b></p> <p>[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...] le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du [20 novembre 2017] relatif aux équipements sous pression [...]</li> </ul> <p><b><u>I de l'article 1 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :</u></b></p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.</p> <p><b><u>I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement :</u></b></p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression [...] qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>5° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 1, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 ou dont le produit PS x DN de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 1 000 bars, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 25 ;</p> <p>6° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 2, y compris la vapeur d'eau et l'eau surchauffée, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 et le produit PS x DN de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 3 500 bars.</p> <p><b><u>L. 557-2 du code de l'environnement :</u></b></p> <p>Pour l'application du présent chapitre, [...] l'exploitant d'un équipement est le propriétaire, sauf convention contraire.</p>
<b>Constats :</b>

<p>L'inspection des installations classées constate que plusieurs des bras mentionnés au sein du point de contrôle n°1 sont soumis à suivi en service au titre de la réglementation relative aux équipements sous pression. La liste de ces bras est mentionnée en annexe confidentielle.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose d'une liste des équipements susmentionnés au sein du logiciel SAP utilisé par la maintenance. L'inspection des installations classées a consulté par sondage celle-ci afin de vérifier la présence de bras exploités par un tiers au sens de l'article L. 557-2 du code de l'environnement.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les bras LA2100L et LA2700L sont présents dans liste alors qu'exploités par des tiers.</p> <p>Concernant les bras relatifs au rempotage de produits gazeux, l'inspection des installations classées constate que la référence des équipements au sein du logiciel SAP n'est pas conforme à celle sur les plaques d'identification reconnus de ces derniers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il conviendra que l'exploitant corrige les incohérences constatées concernant la référence de la phase gaz des bras de rempotage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Dossier des bras soumis au suivi en service au titre des ESP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression - SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.</li> </ul> <p>Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas formellement d'un dossier pour les équipements sous pression dont il n'est pas propriétaire.</p> <p>En outre, il ne dispose pas de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). De même, il ne dispose pas des résultats des contrôles réalisés par les services inspection reconnus d'ARKEMA et d'INEOS.</p> <p>Des échanges sont néanmoins mis en œuvre entre l'exploitant, ARKEMA et INEOS concernant le suivi des équipements. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à mettre place le dossier</p>

demandé par l'article susvisé pour les équipements dont il n'est pas le propriétaire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de constituer dans un délai de 3 mois, pour les équipements dont il n'est pas le propriétaire, le dossier demandé par l'article susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Bras soumis à suivi en service au titre du plan de modernisation (PMII)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement - SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima : - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, [...]
<p><b><u>Article 5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</u></b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <p>1. Aux [...] tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et [...]</p> <p>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <p>- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et [...]</p> <p>- les tuyauteries et capacités visées par [l'arrêté du 20 novembre 2017] susvisé.</p>
<b>Constats :</b>  Certains bras de dépotage identifiés au sein du point de contrôle n°1 ne relèvent pas de la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression et peuvent donc relever, le cas échéant, de la réglementation relative au plan de modernisation des installations industrielles. La liste de ces bras est mentionnée en annexe confidentielle.

<p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les bras de butadiène font partie de la tuyauterie "4-LBH-1801470-BA305-NC" de DN100. Or, la fiche de données de sécurité du 1,3 butadiène précise que celui-ci est classé H350 "Cancérogénicité, Catégorie 1A". Dans ce cadre, les bras susmentionnés sont soumis au plan de modernisation. L'exploitant n'a pas identifié ces bras dans la liste des équipements à suivre au titre du plan de modernisation. A noter, que l'exploitant dispose d'un plan d'inspection et d'un dossier pour ces équipements.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour sa liste des équipements soumis au plan de modernisation. Celui-ci devra s'assurer que d'autres équipements n'ont pas été oubliés lors du recensement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Stratégie de contrôle des raccords WECO

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression - vieillissement - SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élaboration d'un dossier contenant : [...] la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables [...]. Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise un contrôle au moins annuel des écrous Weco au niveau du secteur Logistique Utilités y compris pour les équipements qu'il exploite mais dont il n'est pas le propriétaire. Les vérifications réalisées prévoient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un contrôle visuel de l'état des oreilles des écrous susmentionnés,</li> <li>• des contrôles dimensionnels des filetages mâles et femelles à l'aide d'une valise de contrôle d'usure de type NO-GO. Ces calibres permettent de vérifier un taux d'usure maximal des filetages/taraudages des connexions pour lesquelles ils sont destinés. Ce taux d'usure a été fixé à 15%.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées a consulté les rapports de contrôle relatifs aux bras LA2200-Liquide et LA2400-Liquide du 12/07/2024.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que la fréquence de contrôle est cohérente avec celle mentionnée dans la notice de la valise de contrôle d'usure. De même, l'inspection des installations classées a consulté les attestations de présence permettant de justifier la formation de techniciens à l'utilisation des calibres de type NO-GO.</p> <p>Néanmoins, l'inspection des installations classées soulève les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les contrôles visuels de l'état des oreilles des écrous WECO ne font pas l'objet d'un critère d'acceptabilité,</li> </ul>

- les calibres NO-GO ont été fournis avec un certificat d'étalonnage. Néanmoins, l'exploitant ne dispose d'aucun élément sur le suivi dans le temps de ces équipements de contrôle qui ont été achetés en 2024.

Le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé à lever les observations susmentionnées.

En outre, en consultant par sondage les rapports de vérification des écrous WECO du secteur Logistique Utilités, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de rapport pour le retour sous azote des deux bras de dépotage de butadiène. Ces derniers ne sont pas soumis au suivi en service au titre de la réglementation équipement sous pression et au titre du plan de modernisation. Néanmoins, ceux-ci sont suivis de manière volontaire par l'exploitant et sont connectés aux wagons de butadiène. Il existe un risque que ces raccords ne soient pas correctement suivis dans le temps, ce qui pourrait conduire à une perte de confinement au niveau du wagon de butadiène lors d'un dépotage.

De même, lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les filetages des pièces mâles situées sur les wagons de gaz de pétrole liquéfié (GPL) ne sont pas contrôlés par l'exploitant avant de se raccorder dessus. Il existe un risque qu'un dépotage soit réalisé avec une pièce mâle usée pouvant ainsi entraîner une perte de confinement lors du dépotage de GPL.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de définir :

- les critères d'acceptabilité relatifs aux contrôles visuels de l'état des oreilles des écrous WECO,
- les conditions d'étalonnage et de suivi des calibres NO-GO.

En outre, il convient que l'exploitant se positionne au regard des risques identifiés par l'inspection des installations classées et justifie, le cas échéant, l'absence de risque lié au non suivi de l'état des filetages des pièces mâles situés sur les wagons de GPL, et des taraudages des écrous WECO sur la partie gaz (azote) des bras dépotage de butadiène. Dans le cas contraire, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'actions visant à supprimer le risque constaté.

En fonction des éléments complémentaires apportés par l'exploitant, l'inspection des installations classées proposera à Monsieur le préfet de la Moselle les suites administratives nécessaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Contrôles, vérifications et opérations d'entretien des bras**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité

**Prescription contrôlée :**

**3° de l'annexe I (partiel) de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement :**

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les [...] opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système. [...]

**Article 59 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :**

[...] L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite l'exploitant a déclaré que les bras de dépotage du secteur Logistique Utilités font l'objet d'une maintenance préventive annuelle par leur fabricant, la société KANON. L'inspection des installations classées a vérifié la présence des rapports de vérification au titre de l'année 2024 pour les bras de dépotage suivants : LA2100L/G, LA2200L, LA2300L/G, LA2400L, LA2500L/G, LA2700L/G, LA2800L/G et LA2900 L/G. Ces rapports n'appellent pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Conception des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2023, article 8.2.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Infrastructures et installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements ([...] tuyauteries [...]) sont conçus selon des codes reconnus et dans des matériaux compatibles avec les produits mis en œuvre et adaptés aux conditions du procédé.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none"> <li>qu'il existe un risque que la température maximale admissible indiquée sur la plaque des bras de dépotage de wagon de butadiène référencés LA2200L et LA2400L soit dépassée en période de canicule,</li> <li>que la pression de service de la partie gaz des bras de dépotage de wagon de propylène référencés LA2700G, LA2800G et LA2900G ainsi que de la partie gaz des bras de dépotage de wagon de butadiène référencés QLA2200L et QLA2400L est supérieure à la pression de service de leur bras de dépotage liquide associé. Il existe un risque que la pression de service des bras de dépotage liquide soit dépassée.</li> </ul> Les informatiques techniques et les valeurs chiffrées sont mentionnées en annexe confidentielle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il convient que l'exploitant se positionne au regard des risques constatés par l'inspection des installations classées et justifie, le cas échéant, l'absence de risque. Dans le cas contraire, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'actions visant à supprimer le risque constaté. En fonction des éléments complémentaires apportés par l'exploitant, l'inspection des installations classées proposera à Monsieur le préfet de la Moselle les suites administratives nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Conformité à l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 2° de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sous réserve des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints aux différentes demandes d'autorisation sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite au niveau du secteur Logistique Utilités , il a été constaté par l'inspection des installations classées des différences entre les caractéristiques de certains bras de dépotage (diamètre nominal et pression de service) et les hypothèses formulées au sein de l'étude de dangers actuellement en vigueur.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a justifié ces différences par le fait que le tableau de l'étude de dangers reprenant les caractéristiques des équipements susmentionnés n'est pas modifié entre deux mises à jour de l'étude de dangers. L'exploitant s'est engagé par courriel du 18 novembre 2024 à corriger ces incohérences lors de la révision de l'étude de dangers de l'atelier OPECOM prévue pour juin 2025.</p> <p>Les informatiques techniques et les valeurs chiffrées sont mentionnées en annexe confidentielle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra corriger les incohérences susmentionnées lors de la révision de l'étude de dangers de l'atelier OPECOM prévue pour juin 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 9 : Consignes de sécurité en cas de fuite lors d'une opération de dépotage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise de l'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant établit [...] des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...]  -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur [...] une tuyauterie contenant des substances dangereuses [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Tous les dépotages de l'établissement sont réalisés par le personnel de l'exploitant.</p> <p>Les procédures de dépotage dépendent du type de bras mais aussi de l'atelier où ces derniers sont mis en œuvre. Lors de la visite, l'inspection des installations classées s'est focalisée sur le secteur Logistique Utilités et a consulté les procédures suivantes.</p> <p>Le mode opératoire référencé TEPF.RLU.LOG.MO.FER.03 révision 9 du 11 septembre 2023 intitulé "DEPOTAGE FERROVIAIRE DE LA COUPE C3" relatif au dépotage des wagons de propylène au niveau de l'atelier OPECOM. L'inspection des installations classées constate à la lecture de celui-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les adaptateurs et des raccords bout de bras sont serrés/desserrés à la clé. Seuls les bouchons des wagons sont serrés/desserrés à l'aide d'une masse en bronze,</li> <li>- qu'il est strictement interdit de réaliser un resserrage pendant un dépotage.</li> </ul> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le mode opératoire référencé TPF.OPC.LOG.MO.FER.05 révision 6 du 20 février 2020 intitulé "DEPOTAGE FERROVIAIRE DE BUTADIENE" relatif au dépotage des wagons de 1,3 - butadiène au</p>

<p>niveau de l'atelier OPECOM. L'inspection des installations classées constate à la lecture de celui-ci que les bras de dépotage de propylène liquide doivent être desserrés à la clé. L'utilisation de cet outil pour son serrage n'est pas mentionnée. De même, aucune indication relative à l'utilisation de la clé n'est indiquée concernant le serrage/desserrage du bras de rempotage d'azote. En outre, le mode opératoire ne précise pas que les bouchons des wagons doivent être serrés/desserrés à l'aide d'une masse en bronze. Suite à la visite du 23 octobre 2024, l'exploitant a transmis la révision 7 de la procédure susmentionnée prenant en compte l'ensemble des observations susmentionnées.</p> <p>En outre, lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les bras de dépotage de propylène pouvaient être montés avec des raccords de type bride. Or, le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les consignes de serrage relatifs à ces raccords ne prévoient pas un serrage au couple des assemblages boulonnés. En effet, un « sur-serrage » à la main est réalisé par les opérateurs. Dans ce cadre, l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifié la pratique mise en œuvre par le nombre important de serrages réalisés qui poserait la question du suivi de la clé dynamométrique ;</li> <li>- indiqué à l'inspection des installations classées que les joints écrasés sont changés à chaque dépotage.</li> </ul> <p>Au regard des pratiques mises en œuvre, l'inspection des installations classées constate qu'il existe un risque de plastification et d'endommagement des éléments de visseries.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient que l'exploitant se positionne au regard du risque constaté par l'inspection des installations classées et justifie, le cas échéant, l'absence de risque lié à la pratique de serrage mise en œuvre sur la base notamment d'un avis du fabricant du joint et des brides. Dans le cas contraire, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'actions visant à supprimer le risque constaté.</p> <p>En fonction des éléments complémentaires apportés par l'exploitant, l'inspection des installations classées proposera à Monsieur le préfet de la Moselle les suites administratives nécessaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 10 : Habilitation des opérateurs en charge des opérations de dépotage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation et supervision du personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Article 58 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u></b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]</p> <p><b><u>Article 59 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u></b></p> <p>[...] L'exploitant établit, tient à jour [...] des consignes d'exploitation [...]. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées que l'habilitation du personnel en charge du dépotage au niveau du secteur Logistique Utilités :

- est réalisée par compagnonnage. Une feuille de validation permet de s'assurer que les gestes des procédures sont respectés. Une supervision visant à s'assurer un suivi dans le temps du respect des gestes prescrits est réalisée une fois par semaine par le contremaître logistique chargement ;
- n'est plus valide dans le cas où celui-ci n'a pas réalisé de dépotage pendant une période supérieure à 6 mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite